

JEUNE AFRIQUE

SÉCURITÉ

Assassinat de l'ambassadeur italien : « Les FDLR sont forts et influents, mais ils ne sont pas les seuls »

26 février 2021 | Par *Stanis Bujakera Tshiamala*



Un Casque bleu à Rutsuhuru, l'une des zones d'influence des FDLR, en 2009 (Archives).
© AP Photo/Rebecca Blackwell

L'est de la RDC, où le diplomate a été tué, est le théâtre de multiples affrontements entre des groupes armés parfois difficilement identifiables. État des lieux des forces en présence, avec le chercheur Christoph Vogel, qui participe au Baromètre sécuritaire du Kivu (KST).

L'assassinat de l'ambassadeur italien Luca Attanasio, de son chauffeur et de son garde du corps lors de l'attaque d'un convoi de deux véhicules du Programme alimentaire mondial (PAM), lundi 22 février à Kibumba, dans le Nord-Kivu, a soudainement remis l'insécurité dans l'est de la RDC sous le feu des projecteurs de l'actualité internationale.

Les circonstances de l'attaque sont encore particulièrement floues. Plusieurs thèses sont avancées, en particulier celle d'une tentative d'enlèvement qui aurait mal tourné. Le PAM et l'ONU, à qui le chef de la diplomatie italienne, Luigi Di Maio, a demandé « le plus rapidement possible, des réponses claires et exhaustives », ont d'ores et déjà diligenté des enquêtes en plus de celles lancées par les autorités congolaises. Dans un entretien accordé au journal italien *Il Messaggero*, la veuve du diplomate affirme que son mari a été « trahi » par « quelqu'un de proche ». Une personne qui « connaissait ses déplacements a parlé, l'a vendu et l'a trahi », a-t-elle affirmé, sans donner plus de détail.

Ce drame s'inscrit dans un contexte de violences chroniques dans cette région, explique le chercheur Christoph Vogel, qui a notamment travaillé pour le Programme de recherche sur les conflits de la London School of Economics (Royaume-Uni) et l'Université de Gand (Belgique).

Le Baromètre sécuritaire du Kivu (KST), un projet mené en coopération par le Groupe d'étude sur le Kivu et Human Rights Watch auquel participe Christoph Vogel, vient de publier un rapport qui dresse un inquiétant constat. Alors qu'en 2019, autour de 130 groupes armés existaient dans le seul Kivu, 122 ont été répertoriés dans toute la zone (Nord-Kivu, Sud-Kivu, Ituri et Tanganyika) en 2020. À l'inverse, l'intensité de la violence n'a fait que croître sur la même période, de même que le lourd bilan humain.

Jeune Afrique : Les autorités congolaises ont pointé la responsabilité des FDLR [Forces démocratiques de libération du Rwanda] dans l'attaque lors de laquelle l'ambassadeur italien a été tué. Cette thèse paraît-elle crédible au regard du déroulement de l'incident ?

Christoph Vogel : Absolument, c'est crédible. Cependant, l'incident reste assez flou, et il n'y a pas encore d'éléments d'enquête pouvant être considérés comme des preuves réelles. Il ne faut pas oublier que si les FDLR sont forts et influents dans cette zone, ils ne sont certainement pas les seuls. Au moins deux ou trois autres groupes armés sont actifs aux abords de la région.

En outre, l'axe entre Goma et Rutshuru est connu pour les exactions de certains réseaux de coupeurs de routes et de kidnappeurs jusqu'aux alentours de Butembo. Ce ne sont pas forcément des groupes armés classiques, organisés, mais ils sont aussi actifs.

Quelle puissance ce groupe a-t-il sur le terrain ?

Les FDLR ont perdu en force pendant les années qu'ils ont passées en RDC. Ceci est dû aux offensives militaires conjointes des FARDC [Forces armées de la République démocratique du Congo] et de la Monusco, mais aussi de l'armée rwandaise.

Militairement, les FDLR sont plus bien faibles aujourd'hui qu'il y a dix ans. Mais par leur importance politique dans la région, ils forment toujours un groupe redoutable. Ceux qui sont encore sur le terrain sont en grande majorité des combattants, bien entraînés et aguerris. Et si leur poids politique leur gagne une série d'alliés qui se joignent à leur cause, il leur vaut aussi des ennemis. Ils sont certes affaiblis, mais ils restent un pivot, à la fois pour leurs alliés et leurs adversaires.

Quels autres groupes interviennent dans la zone où a eu lieu l'attaque du convoi et quelles sont leurs activités ?

Selon la cartographie basée sur les données d'octobre 2020, il y avait à l'époque les FDLR, le CNC – un collectif congolais de groupes d'obédience hutu –, les résidus de l'ex-M23, retranchés dans la forêt autour des volcans, le RUD – une scission ancienne des FDLR qui opère au nord de Rutshuru. Et d'autres petits groupes potentiels ne sont pas mentionnés parce qu'ils n'ont pas de nom, par exemple.

La route sur laquelle le convoi du diplomate italien se déplaçait était-elle soumise à des restrictions particulières ?

C'est un élément à vérifier avec des officiels onusiens. Il me semble que c'était une route de sécurité classée jaune, soit une sorte de niveau de sécurité intermédiaire.

La thèse selon laquelle il s'agirait d'une opération d'enlèvement qui a mal tourné, avec l'intervention des FARDC et de gardes du parc, vous semble certifiée ?

C'est ce qui ressort de différentes analyses préliminaires mais bien que ce scénario soit probable, il manque des éléments et cela reste assez difficile à confirmer.

Quels éléments manquent, selon vous ?

Les preuves, on n'en est qu'au niveau des hypothèses.

En 2020, KST a inventorié 122 groupes armés dans l'est de la RDC (Nord-Kivu, Sud-Kivu, Ituri et Tanganyika), alors qu'en 2019, il y en avait environ 130 dans le seul Kivu. Malheureusement, cette baisse ne s'est pas traduite par une diminution de l'intensité de la violence, et encore moins du bilan humain. Comment l'expliquer ?

Le nombre d'acteurs de conflits ou de groupes armés n'est pas nécessairement corrélé au niveau de sécurité. Certes, il y a aujourd'hui moins de groupes armés, mais le travail quotidien du KST a aussi démontré que l'insécurité était restée aussi élevée qu'auparavant.

Y-a-t-il eu une amélioration de la situation sécuritaire depuis l'arrivée au pouvoir de Félix Tshisekedi ?

C'est assez difficile à dire car il s'agit là d'évolutions à mesurer sur un temps assez long. On observe les différents conflits qui se sont succédé pendant près d'une trentaine d'années. Il est clair qu'après seulement deux ans, l'administration Tshisekedi ne peut pas avoir tout renversé.

Comment décrire la situation sécuritaire dans l'Est, aujourd'hui ?

Elle est notamment marquée par la présence assez importante de groupes armés. Mais il ne faut pas voir la zone comme un territoire constamment en état d'insécurité. La situation est très évolutive et dépend aussi de la mobilité des groupes armés.

Certains restent très concentrés dans leur fief, essentiellement autour de quelques villages, et ne bougent que rarement. Mais d'autres sont plutôt mobiles, ce qui rend la situation assez volatile. Globalement, elle change d'un jour à l'autre.

Cependant, on finit à la longue par noter une certaine inertie : des cycles semblent se répéter au cours des vingt ou trente ans de conflits dans la région.

« IL MANQUE D'UN SÉRIEUX PROGRAMME NATIONAL DE DÉSARMEMENT, DE DÉMOBILISATION ET DE RÉINSERTION »

Aujourd'hui, la situation est assez stable. Depuis 2015, on remarque une fragmentation des groupes armés qui se poursuit d'une manière similaire, notamment par manque d'un sérieux Programme national de désarmement, de démobilisation et de réinsertion [PNDDR]. Ce dernier fait l'objet de discussions mais n'est pas encore opérationnel.

Est-ce que certaines zones peuvent être considérées comme rouges ou soumises à certaines restrictions ?

Dans notre rapport, nous avons examiné quatre zones que nous pensons affectées par une présence particulière d'acteurs armés, mais aussi par une insécurité plus prononcée. Il s'agit du territoire de Djugu, en Ituri, de la zone située entre les territoires de Rutshuru et de Masisi et de Walikale, dans le Nord-Kivu, ainsi que bien sûr toujours de la région de Béni malheureusement et enfin des hauts plateaux du Sud-Kivu, autour de Minembwe et de Bidjombo.

On le sait, tous les groupes armés sont dangereux. Mais quels sont les plus redoutables dans cette partie du pays ?

Ceux que l'on dit « étrangers ». Ce sont des groupes plutôt puissants militairement dont la présence crée ou provoque la mobilisation d'acteurs congolais.

Il existe aussi de redoutables groupes armés congolais : notamment le NDC (Nduma Defence of Congo) jusqu'en juillet 2020. Avant qu'il ne se scinde en deux mouvements opposés, il contrôlait le territoire le plus vaste de tous. Du point de vue des incidents et des tensions sécuritaires directes, ce sont les ADF, dans la région de Béni, qui se distinguent par leur énorme impact.

Le dernier rapport du KST souligne aussi que l'ingérence des puissances régionales dans l'est de la RDC s'est accrue ces dernières années, « en particulier dans des zones sensibles telles que les hauts plateaux du Sud-Kivu ». Qu'en est-il ?

C'est exact. Et là aussi on doit remettre les faits en perspective, on n'est pas dans la situation de 1998 par exemple où un groupe comme le RCD (Rassemblement congolais pour la démocratie) contrôlait quasiment la moitié du Kivu avec un soutien extérieur.

L'ingérence est aujourd'hui bien moindre qu'à l'époque. Cependant on constate que la crise électorale au Burundi en 2015, mais aussi les tensions diplomatiques entre ce pays, le Rwanda et l'Ouganda notamment, affectent des conflits comme celui qui se déroule sur le haut plateau du Sud-Kivu et se mêlent aux dynamiques très locales.